

**PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE
A MONSIEUR NICOLAS MÉOU
DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DES SERVICES**

Le Président de la communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 et L.5211-10 ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le Code des assurances ;

Vu le Code civil ;

Vu le Code du travail ;

Vu le Code de l'aviation civile ;

Vu la délibération n°1.20 du 29 juillet 2020 portant délégation du Conseil communautaire au Président ;

Vu l'arrêté n°2021.261A du 29 janvier 2021 nommant Monsieur Nicolas MÉOU, Directeur Général Adjoint des services de la communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération à compter du 1^{er} février 2021 ;

Vu l'arrêté n°2021.592-A du 29 juillet 2021 nommant Madame Stéphanie JUDE, Directrice Générale Adjointe des services de la communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération à compter du 1^{er} août 2021 ;

Vu l'arrêté n°2021.910A du 19 novembre 2021 nommant Madame Béatrice GAUTHIER, Directrice Générale Adjointe des services de la communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération à compter du 1^{er} décembre 2021 ;

Vu l'arrêté n°2021.907A du 19 novembre 2021 nommant Madame Pascale MARTINETTO, Directrice Générale Adjointe des services de la communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération à compter du 1^{er} décembre 2021 ;

Vu l'organigramme de Montélimar-Agglomération ;

Considérant qu'il convient d'utiliser tous les moyens et prendre toutes les mesures autorisées par la loi et la réglementation visant à l'efficacité de l'administration de la communauté d'agglomération ;

ARRÊTE :

Article 1 : L'arrêté N°2021.09.54D du 16 septembre 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Nicolas MÉOU, Directeur Général Adjoint des services, est abrogé.

Article 2 : En considération de l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales et de la délégation donnée au Président par le Conseil communautaire suivant délibération n°1.20 du 29 juillet 2020, délégation de signature est donnée à Monsieur Nicolas MÉOU, Directeur Général Adjoint des services, en charge notamment du Pôle Ressources, à l'effet de signer, dans le cadre des attributions des directions et services de ce pôle qui regroupe les Ressources Humaines, les Finances et le Contrôle de Gestion, la Commande

- Les décisions et actes visant à la création ou la modification des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services ;
- Les décisions et actes visant à fixer toutes missions et rémunérations, frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et expert et procéder aux règlements correspondants dans la limite de 5 000,00 € par mission ;
- Les décisions et actes visant à accepter les indemnités de sinistre d'un montant inférieur à 10 000,00 € afférentes aux contrats d'assurances de la communauté d'agglomération ainsi que la cession des véhicules endommagés ;
- Les décisions et actes visant à régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules ou des agents de la communauté d'agglomération dans la limite de 5 000,00 € par dossier ;
- Les décisions de passation des marchés publics d'un montant inférieur à 20 000,00 € HT lorsque les crédits nécessaires sont inscrits au budget ;
- Les décisions de conclusion et de révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas deux (2) ans et pour un montant de loyer mensuel inférieur ou égal à 500,00 € ;
- Les décisions de conclusion et de révision des autorisations d'occupation temporaires non constitutives de droits réels pour une durée n'excédant pas trois (3) ans et aux tarifs et redevances fixés par le Conseil communautaire ;
- Les décisions d'admission des fournitures et services ;
- Les éléments et informations à transmettre aux partenaires institutionnels ;
- Les autorisations de conduite obligatoires et recommandées ;
- Les ordres de mission ponctuels ou permanents pour les déplacements des agents ;
- Les états de frais des agents ;
- Les congés annuels, RTT, congés exceptionnels, récupérations et autorisations d'absence des agents ;
- Les certifications des dates de réception des documents transmis en préfecture de la Drôme et en sous-préfecture de Nyons ;
- Les notes et circulaires internes portant sur l'organisation et le fonctionnement des services ;
- Les certifications du caractère exécutoire des actes ;
- Les significations d'huissiers et d'avocats ;
- Les bordereaux d'envoi et fiches de transmission ;
- Les dépôts de plaintes auprès du commissariat de police ou de la gendarmerie, avec ou sans constitution de partie civile ;
- Toutes correspondances courantes à caractère technique, administratif ou financier ne portant pas décision autre que celles mentionnées aux alinéas précédents.

Article 3 : En cas d'absence de Monsieur Nicolas MÉOU, Directeur Général Adjoint des services, la délégation de signature objet du présent arrêté est donnée à Madame Stéphanie JUDE, Directrice Générale Adjointe des services.

En cas d'absence de Monsieur Nicolas MÉOU et de Madame Stéphanie JUDE, la délégation de signature objet du présent arrêté est donnée à Madame Pascale MARTINETTO, Directrice Générale Adjointe des services.

En cas d'absence de Monsieur Nicolas MÉOU et de Mesdames Stéphanie JUDE et Pascale MARTINETTO, la délégation de signature objet du présent arrêté est donnée à Madame Béatrice GAUTHIER, Directrice Générale Adjointe des services.

Article 4 : La délégation de signature prévue par le présent arrêté s'exerce sous la surveillance et la responsabilité du Président de Montélimar-Agglomération.

Article 5 : La délégation accordée au titre du présent arrêté cessera de produire effet à compter du jour où son bénéficiaire cessera d'exercer les fonctions au titre desquelles elle lui a été consentie.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, de sa notification et/ou de sa publication.

Article 7 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur Nicolas MÉOU, Directeur Général Adjoint des services de Montélimar-Agglomération et copie adressée à :

- Madame la Préfète de la Drôme.
- Madame Stéphanie JUDE, Directrice Générale Adjointe des services de Montélimar-Agglomération.
- Madame Pascale MARTINETTO, Directrice Générale Adjointe des services de Montélimar-Agglomération.
- Madame Béatrice GAUTHIER, Directrice Générale Adjointe des services de Montélimar-Agglomération.

Fait à Montélimar, le

6 DEC. 2022

Le Président,

Julien CORNILLET

Reçue notification le :

Nicolas MÉOU

